



Déforestation au Brésil:

UBS finance des entreprises agricoles controversées

Selon ses indications, UBS a pour objectif de faire partie des plus grandes banques d'investissement d'Amérique du Sud. Pour cela, elle apporte aussi son soutien à des groupes agricoles douteux au Brésil. Ainsi, la grande banque suisse a-t-elle approvisionné les deux groupes agricoles BrasilAgro et Marfrig avec l'argent d'investisseurs mondiaux. Ces deux entreprises sont impliquées dans de lourdes controverses liées à la culture sur brûlis, la destruction de l'environnement et la violation des droits autochtones. C'est ce que montre une enquête du Center for Climate Crime Analysis (CCCA) pour la SPM.

Année après année, des surfaces immenses de forêt amazonienne sont détruites au Brésil. En l'espace des six premiers mois de 2022 seulement, une surface record a été décimée¹ qui correspond à la surface boisée totale des Alpes suisses². L'économie agricole brésilienne, profitant de la spéculation immobilière internationale et de la demande croissante en produits tels que le soja et la viande bovine, est un moteur de cette destruction massive.

Des défrichements illégaux sont fréquemment pratiqués afin de gagner des terrains destinés à l'agriculture et à l'élevage (voir encadré). Cet accaparement des terres est un commerce rentable pour les groupes agricoles. Et les communautés autochtones et traditionnelles en supportent les conséquences : D'une part, les cultures et les pâturages s'étendent de plus en plus dans les zones habitées par les communautés autochtones en raison de la déforestation. Les animaux chassés par les communautés s'enfuient ou ne trouvent plus suffisamment d'espace vital. L'utilisation de pesticides tue les poissons et détruit les plantations des communautés autochtones. Enfin, de plus en plus de leaders autochtones sont sous pression : ceux qui s'opposent à l'industrie sont souvent fortement menacés, voire tués.

L'autochtone Marcele Mundurukú avait déjà 2020 décrit la menace de l'accaparement des terres dans sa région dans une interview accordée à la SPM :



« Au début, tu penses que les plantations sont encore très loin ; mais chaque année, ils gagnent un peu plus de terrain et subitement [les envahisseurs] atterrissent en terres autochtones, coupent les arbres et mettent le feu, n'hésitant pas à nous menacer. Nous avons déjà déposé de nombreuses plaintes mais les pouvoirs publics ne viennent pas. »

Marcele vit dans la forêt amazonienne, dans le bassin inférieur du Tapajós. Cette région n'est pas directement concernée par le présent rapport, mais son récit illustre de manière frappante la menace que représente l'accaparement des terres.

¹ https://www.reuters.com/business/environment/deforestation-brazils-amazon-hits-record-first-half-2022-2022-07-08/

 $^{2\} https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/land-forstwirtschaft/forstwirtschaft/waldflaechen-holzvorrat.html$

« Grilagem » : l'accaparement des terres par culture sur brûlis et défrichements au Brésil

L'accaparement des terres³ (ou land grabbing en anglais) consiste en l'appropriation légale ou illégale de terrains par des acteurs forts financièrement tels que des grand·e·s propriétaires fonciers·ères, des banques ou des investisseurs. Les auteur·e·s d'accaparement de terres peuvent aussi bien être des personnes privées que des institutions étatiques.

Au Brésil, cet accaparement est particulièrement pratiqué dans les Etats où l'industrie agricole joue un rôle majeur. La demande en soja et en viande bovine est telle que toujours plus de terres d'origine sont transformées en grandes surfaces agricoles. Pour cela, il est nécessaire dans un premier temps d'abattre les arbres qui sont ensuite vendus. Puis, la végétation restante est supprimée et brûlée et le terrain est délimité. Afin de pouvoir déclarer comme « productives » ces terres nouvellement gagnées, des produits agricoles ou de l'herbe de pâturage pour bovin y sont semés. Les pouvoirs publics n'ont plus qu'à déclarer officiellement ces terrains comme des terres agricoles.

Ce problème est très répandu au Brésil, y compris dans les régions des partenaires de la SPM, comme par exemple les autochtones Mundurukú du bas Tapajós :



«Nous avons pu voir comment les tracteurs se suivaient à la chaîne et comment la forêt était ainsi décimée, je ne sais pas combien d'hectares en une seule et même journée. Ils coupent les arbres et mettent le feu pour détruire le reste de la végétation, le bois dur, tout, ils brûlent tout. Après ils accusent les autochtones, disent que c'est nous qui détruisons la forêt alors que ce sont eux qui le font. » Cela dit Paulo Mundurukú, qui vit comme Marcele dans la région du Bas Tapajós (voir page 2).

La conquête de nouvelles terres agricoles par accaparement relève d'une longue tradition au Brésil, connue sous le nom spécifique de « grilagem ». Cette appellation fait référence au mot portugais « grilos » qui signifie grillons. En effet, les auteurs d'accaparement de terres, les « Grileiros », déposaient autrefois les documents falsifiés dans une boîte remplie de grillons qui rongeaient alors le papier. Cela leur permettait de faire vieillir en peu de temps les documents et était censé prouver que la forêt récemment décimée faisait depuis longtemps partie des terres agricoles. Aujourd'hui, les documents sont généralement falsifiés électroniquement.

Le « grilagem » est particulièrement bien documenté en Amazonie : selon l'institut de recherche sur l'Amazonie IPAM, plus d'un tiers des terres d'Amazonie ont fait l'objet de déforestation au moyen du « grilagem » entre août 2018 et juillet 2019⁴. Selon la loi brésilienne, les propriétaires de telles parcelles sont responsables de l'atteinte environnementale et doivent la réparer, peu importe qu'ils aient causé eux-mêmes ou non la déforestation⁵.

³ Financial capital, land grabbing and multiscalarity in the squatting land in MATOPIBA region. Disponible sur: https://www.researchgate.net/publi-ca-tion/350284300_CAPITAL_FINANCEIRO_LAND_GRABBING_E_A_MULTIESCALARIDADE_NA_GRILAGEM_DE_TERRA_NA_REGIAO_DO_MATOPIBA_Financial_ca-pi-tal_land_grabbing_and_multiscalarity_in_the_squatting_land_in_MATOPIBA_region_Capital_fi

⁴ https://ipam.org.br/35-do-desmatamento-na-amazonia-e-grilagem-indica-analise-do-ipam/

⁵ https://stj.jusbrasil.com.br/jurisprudencia/862898133/recurso-especial-resp-1622512-rj-2015-0315713-6

Les enjeux financiers sont importants: Les exportations du Brésil sont constituées à 50% de produits agricoles. Le Brésil est le deuxième producteur mondial de viande bovine⁷ après les Etats-Unis, et le premier producteur de soja avec 34% devant les Etats-Unis, la Chine étant le premier importateur de cette fève. L'agriculture (y compris la chaîne entière de l'industrie, des prestations et de l'export) représente 30 % du PIB du Brésil. Le Brésil est le deuxième plus gros producteur de viande bovine après les Etats-Unis et est le premier producteur de soja devant les Etats-Unis avec 34 % de la production qui est principalement destinée à l'exportation vers l'Europe et la Chine.

Depuis 2020, il ressort clairement que la grande banque suisse UBS veut sa part du gâteau dans le secteur agricole brésilien: elle a fondé, avec la banque publique brésilienne Banco do Brasil, la banque d'investissement UBS BB qui approvisionne le secteur agricole brésilien avec l'argent d'investisseurs mondiaux. Six mois après sa création, la toute nouvelle banque d'investissement a aidé à lever des fonds pour deux groupes très controversés au Brésil: Marfrig et BrasilAgro. En 2021, elle a organisé l'émission de certificats dits « Agribusiness Receivables Certificates » (CRA) et a aidé le secteur agricole brésilien à attirer des investisseurs internationaux grâce à cet instrument financier. Les groupes BrasilAgro et Marfrig ont ainsi obtenu des capitaux pour financer leurs activités en partie controversées.

Selon Sylvia Coutinho, la présidente d'UBS au Brésil, la banque veut contribuer à la transformation de l'agriculture brésilienne en un secteur économique plus vert. Le secteur comprend que sans la question environnementale et un « label vert », la croissance dans le secteur est limitée. La priorité est donc donnée à l'augmentation de la productivité et non à l'exploitation de nouvelles zones. Le deuxième pilier d'UBS BB est la gestion de fortune de familles d'entreprises dans le secteur agricole.

Marfrig et BrasilAgro : le profit au détriment de l'environnement et des droits humains

Le géant de la viande bovine Marfrig est l'un des plus gros producteurs mondiaux de viande pour hamburger et la troisième plus grande entreprise brésilienne du secteur alimentaire. Rien qu'au Brésil, 11 100 animaux sont abattus chaque jour sur les douze sites de Marfrig, après avoir été élevés par les fournisseurs. Sur mandat de la SPM, CCCA a analysé les données des fournisseurs de deux abattoirs : L'un est situé dans la municipalité de « Tangara da Serra » (état du Mato Grosso), l'autre dans la municipalité de « Tucumã » (état du Pará, mais a été fermé en 2020 selon Marfrig).

L'enquête relève qu'entre 2018 et 2020, les deux sites Marfrig ont acheté des bêtes provenant notamment de fournisseurs indirects et directs basés sur des terres autochtones et réserves naturelles protégées. La ferme Onça Parda, fournisseur indirect de Marfrig dans l'État du Mato Grosso, opérait également sur le territoire indigène des Manoki. Deux autres fournisseurs indirects (Pinhão Roxo et Estrela) se trouvaient sur le territoire indigène de Cachoeira Seca dans l'état de Pará. Selon Marfrig, les fermes ne font plus partie de la chaîne d'approvisionnement : Onça Parda n'est plus fournisseur depuis 2019 et les usines Pinhão Roxo et Estrela ont été fermées en 2020. En outre, basé sur des alertes satellites officielles du gouvernement, une déforestation illégale entre 2009 et 2020 a pu être constatée sur les terres des fournisseurs directs et indirects et chiffrée autour de 1221,08 km². Une surface qui correspond à plus de sept fois la taille du Parc National Suisse.

L'entreprise BrasilAgro fait partie des entreprises brésiliennes qui disposent de la plus grande superficie cultivée. L'activité principale de l'entreprise consiste en l'acquisition et la transformation de terres « improductives » en terres agricoles. Les terres ainsi gagnées sont soit vendues à profit, soit destinées à la culture du soja. L'enquête de CCCA réalisée pour la SPM montre que ce modèle commercial se base sur la déforestation répétés sans autorisation : c'est ainsi que sur le terrain de BrasilAgro une surface totale de 300,73 km2 a été décimée sans autorisation entre 2009 et 2020. Ceci équivaut à presque quatre fois la taille du lac de Zurich. La SPM a confronté BrasilAgro à ces accusations par courriel le 5.9.22, mais n'a reçu aucune réponse au moment de la publication.

⁶ Brazil's agribusiness exports in August reached US\$ 8,9bn: China main client — MercoPress: https://en.mercopress.com/2020/09/17/brazil-s-agribusiness-exports-in-august-reached-us-8-9bn-china-main-client

⁷ Foreign capital powers Brazil's meatpackers and helps deforest the Amazon: https://news.mongabay.com/2022/06/foreign-capital-powers-brazils-meatpackers-and-helps-deforest-the-amazon/

⁸ World Soybean Production (Ranking By Country) - Beef2Live | Eat Beef * Live Better: https://beef2live.com/story-world-soybean-production-ranking-country-0-164836

 $^{9\} https://forbes.com.br/brand-voice/2020/12/o-agronegocio-e-um-dos-principais-motores-da-economia-brasileira-diz-sylvia-b-coutinho/$



Amazonie

L'Amazonie représente plus de la moitié de la forêt tropicale mondiale restante, dont 60 % se trouvent au Brésil. Selon une estimation de l'organisation de défense de l'environnement Imazon, 90 % des terres amazoniennes décimées sont aujourd'hui des fermes de pâturage. Les fournisseurs du groupe de viande bovine Marfrig se trouvent en Amazonie ainsi que sur des territoires limitrophes entre la forêt tropicale et le Cerrado. La disparition des arbres, véritables réservoirs de CO2 et l'émission d'autres gaz à effet de serre libérés par l'agriculture dans la forêt amazonienne, ont un impact déplorable sur l'environnement, et menacent l'équilibre écologique mondial.

Cerrado

On nomme « Cerrado » le territoire de savane comprenant la plus grande biodiversité au monde. La zone de végétation sur le territoire brésilien tient lieu d'immense réservoir d'eau souterraine, couvrant 40 % de l'approvisionnement en eau du Brésil. Le Cerrado est lui aussi un important réservoir de CO2 : mais, au lieu de se trouver dans les hautes cimes des arbres, le gaz à effet de serre reste piégé dans les racines profondes des arbres du Cerrado.

L'agriculture industrielle des dernières années détruit également tout cet écosystème puisqu'entre 2000 et 2020, la surface déboisée dans le Cerrado a été à peu près équivalente à celle de l'Amazonie. Cependant, la surface de savane est moins de deux fois plus petite que la forêt tropicale et seul un cinquième du territoire d'origine est encore intact.

Ouellen

https://www.gov.br/mma/pt-br/assuntos/ecossistemas-1/biomas/amazonia https://www.nationalgeographic.de/umwelt/2021/03/der-amazonas-stoesst-nun-mehr-treibhausgase-aus-als-er-absorbiert https://news.globallandscapesforum.org/46494/the-brazilian-cerrado-the-upside-down-forest-on-the-frontlines-of-agriculture/ https://insights.trase.earth/yearbook/highlights/expansion-and-deforestation/

A savoir sur la déforestation

Dans le Nord-Est du Brésil, la région agricole de Matopiba s'étend sur les Etats du MAranhão, TOcantins, PIauí, BAhía qui s'est enrichie grâce à un boom agricole néfaste pour l'environnement. Le Matopiba a été créé au début du siècle pour promouvoir l'agriculture dans cette région. Cette désignation est née du tracé des frontières autour de la zone de savane du Cerrado dans les Etats en question. Il présente les conditions idéales pour une agriculture intensive grâce à d'immenses réserves en eau et aux paysages plats du Cerrado. L'agro-industrie s'y développe ainsi massivement, en premier lieu avec la monoculture du soja¹⁰, qui répond à la demande en alimentation animale pour la production mondiale de viande et de lait. Selon le réseau brésilien MapBiomas, qui documente l'utilisation des terres au Brésil, près des trois quarts du Cerrado ont déjà été détruits à Matopiba¹¹. La plupart des terrains de BrasilAgro se trouvent dans cette région.

Outre la demande en produits agricoles, l'expansion de l'agro-industrie au Brésil est encouragée par les investisseurs internationaux. Selon un rapport de FIAN International, le commerce sur les terres agricoles serait devenu plus rentable depuis la crise économique de 2008 que la production agricole elle-même. Ce commerce se concentre entièrement sur le commerce et la gestion des terres agricoles¹². L'accaparement des terres et la falsification des documents sont directement liés à cette évolution car, dans le cadre de la spéculation immobilière, l'acquisition de terrains est primordiale.

Outre dans le Matopiba, l'accaparement des terres se pratique également beaucoup dans les Etats du Pará et du Mato Grosso. Marfrig a des fournisseurs dans les deux régions, BrasilAgro possède des terrains dans le Mato Grosso en plus de Matopiba. Depuis le début des statistiques en matière d'incendie (1988), les deux Etats figurent en tête du palmarès¹³. Alors que le Pará enregistre le record d'incendies de forêt depuis 16 ans, le Mato Grosso présente le plus grand nombre de bovins au niveau national¹⁴.

UBS ouvre les portes pour les investissements agricoles au Brésil

L'Amazonie et ses habitant es sont gravement menacées, en particulier au Brésil. Le président populiste de droite Jair Bolsonaro veut exploiter l'Amazonie et d'autres écosystèmes uniques comme le Cerrado de manière impitoyable et autoriser l'exploitation minière, l'abattage de bois et l'agriculture à grande échelle dans des zones naturelles et autochtones protégées. Sa politique consistant à introduire des lois anti-autochtones, à réduire les ressources des autorités environnementales et à s'exprimer publiquement contre les droits autochtones¹⁵ est renforcée par les intérêts du lobby agricole. Dans ces conditions, le risque est grand pour les investisseurs internationaux du secteur agricole brésilien d'être impliqués dans des affaires problématiques. Avec ses services financiers à des entreprises comme Marfriq et BrasilAgro, l'UBS BB soutient un secteur qui contribue à l'exploitation de l'environnement et à la violation des droits des autochtones. Les risques découlant des activités commerciales d'UBS dans le secteur agricole brésilien ont été mis en lumière dans un article d'Olivier Christe et Fernanda Wenzel publié dans le journal en ligne « Republik » dès le printemps 2021 (écrit en allemand): Outre la proximité avec le gouvernement Bolsonaro, l'article mettait en évidence des faiblesses dans la transparence de la chaîne d'approvisionnement du bétail et du soja dans le secteur agricole brésilien.

¹⁰ https://www.science.org/doi/10.1126/sciadv.aav7336

¹¹ Relatório Anual de Desmatamento (2021). Verfügbar unter: Relatório anual do desmatamento no Brasil 2021. | Acervo | ISA (socioambiental.org): https://acervo.socioambiental.org/acervo/documentos/relatorio-anual-do-desmatamento-no-brasil-2021

¹² Relatório sobre o Matopiba aponta impactos ambientais e sociais da financeirização de terras - FIAN Brasil: https://fianbrasil.org.br/relatorio-sobre-o-matoniha-anonta-impactos-da-financeirizacao-de-terras/

¹³ http://www.dpi.inpe.br/prodesdigital/prodesmunicipal.php

¹⁴ https://www.ibge.gov.br/explica/producao-agropecuaria/bovinos/br

¹⁵ https://www.gfbv.ch/de/kampagnen/amazonas/#gesetz-pl-191.



« Les Européen ne s participent à la destruction de l'Amazonie, que ce soit par l'intermédiaire du financement des banques ou du commerce direct ou indirect. En tout cas, ils elles ont leur part de responsabilité dans ce qui se passe sur les territoires autochtones du Brésil. Lorsqu'il y a financements européens, ils contribuent à la mort des peuples autochtones et à la destruction de nos terres. »

Auricelia Arapiuns, codirectrice de l'organisation autochtone CITUPI

Du point de vue de la SPM, l'UBS BB devrait – afin de se conformer aux Principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales - s'assurer par un contrôle de diligence qu'elle ne fournit pas d'argent à BrasilAgro ni à Marfrig tant qu'ils sont impliqués dans la déforestation et les violations des droits humains. La SPM a demandé à la banque les mesures entreprises dans le cadre du commerce CRA pour diminuer le risque de conséquences néfastes pour l'environnement et les droits humains. UBS a répondu : « En raison du secret bancaire nous ne pouvons pas fournir d'indications sur des clients (potentiels) ou des relations clientèle » (traduit par SPM).

L'autorégulation ne fonctionne pas

UBS dispose de lignes directrices spécifiques concernant les risques en lien avec le développement durable et le climat. Selon les informations de la banque, celles-ci s'appliquent aussi aux transactions de la banque d'investissement UBS BB. La déforestation y est clairement mentionnée en tant que risque :

« Au niveau mondial, on estime que plus de la moitié de la déforestation est due à la conversion des forêts en terres cultivées, tandis que l'élevage est responsable à près de 40 % de la perte de la surface forestière » (p. 4, traduction SPM).

Dans le même temps, les mêmes lignes directrices et normes y afférentes montrent d'énormes lacunes qui permettent le commerce avec des entreprises telles que BrasilAgro et Marfrig. Deux choses sont particulièrement choquantes :

- **1. Secteur à risque de l'élevage :** bien qu'UBS reconnaisse en introduction que l'élevage est responsable de la perte de près de 40 % de la surface forestière dans le monde, il manque contrairement aux secteurs à risque de l'huile de palme, du soja et du bois pour ce secteur des critères spécifiques qui doivent être remplis pour une transaction par UBS. Interrogée par la SPM sur cette lacune, UBS a répondu : « La raison de nos normes supplémentaires pour l'huile de palme, le soja et le bois est la disponibilité d'une procédure de certification solide pour ces matières premières, qui confirme la performance d'une entreprise par des tiers. A notre connaissance, une procédure de certification similaire n'existe pas actuellement pour les animaux d'élevage ». (Email de UBS du 16 août 2022, traduction de l'anglais par SPM).
- **2. Secteur à risque du soja :** quelques jours seulement avant la transaction avec BrasilAgro, UBS a modifié ses critères pour les transactions avec les entreprises de la branche du soja. Du point de vue de la SPM, il s'agit d'une détérioration notoire des normes : avant la modification, les entreprises de soja comme BrasilAgro devaient être membres du standard « Roundtable on Responsible Soy » (RTRS). Désormais, il peut suffire que l'entreprise établisse un plan pour s'engager à respecter une norme similaire à une certaine date dans le futur. Du point de vue de la SPM, cela comporte le risque que ce plan ne soit jamais mis en œuvre. Du point de vue de UBS, ses normes restent équivalentes : «Nous ne sommes pas d'accord avec l'évaluation [de la GfbV] selon laquelle les normes de UBS en matière de soja se sont détériorées» (courriel de UBS du 19 septembre 2022, traduction de l'anglais GfbV). Selon la banque, l'approche reste encore stricte. L'affaiblissement se reflète également dans l'évaluation de la plateforme de classement Forest500 : au lieu d'obtenir 2/3 des points possibles en 2020¹⁶, UBS n'obtient plus qu'environ 1/3 des points pour sa directive sur le soja en 2021¹⁷.

La SPM considère comme irresponsable le fait qu'UBS ait procuré des capitaux à l'entreprise BrasilAgro, alors que son activité consiste principalement à transformer des zones « improductives »¹⁸ en surfaces agricoles industrielles. En plus, l'entreprise a été associée à plusieurs reprises par le passé à des déboisements non autorisés.

En 2013 déjà, l'autorité environnementale brésilienne IBAMA a infligé à BrasilAgro une amende de 2,5 millions de dollars pour déboisement illégal de zones protégées¹⁹. En 2017, il est à nouveau apparu publiquement que BrasilAgro avait défriché plus de 21 000 hectares de forêt originelle sur ses territoires²⁰. En 2021, au moment de la transaction entre UBS BB et BrasilAgro, le jugement concernant la déforestation était encore en attente²¹. L'enquête de la SPM et les images satellites montrent en outre une déforestation répétée sans autorisation sur presqu'un tiers des terrains de BrasilAgro entre 2009 et 2020.

En ce qui concerne Marfrig, la SPM critique également le fait qu'UBS BB ait fourni des fonds à une entreprise dont les preuves de responsabilité environnementale et sociale se révèlent aussi mauvaises. Marfrig reconnaît elle-même que les fournisseurs de viande pénètrent sur les territoires autochtones et réserves naturelles et défrichent illégalement la forêt tropicale. L'entreprise veut s'emparer du problème depuis plus de dix ans²² et a conclu un accord correspondant pour l'Etat du Mato Grosso²³ - mais rien par contre pour le Pará. A notre demande, Marfrig a commenté : « Bien que nous n'opérions pas dans l'Etat du Pará, Marfrig est conscient que l'obtention d'informations fiables sur les fournisseurs indirects constitue un défi de taille ». Au moment où l'UBS BB a entamé une relation d'affaires avec Marfrig, de nombreux indices montraient déjà que Marfrig n'avait pas réussi à empêcher les liens avec l'exploitation forestière illégale dans ses chaînes d'approvisionnement²⁴ 25 26. Au milieu de l'année 2020 - presque un an avant la transaction avec l'UBS BB - Marfrig a publié son Plano Marfrig Verde+, indiquant clairement qu'elle se donnait dix ans supplémentaires pour établir des chaînes d'approvisionnement exemptes de déforestation et de violations des droits humains. En juillet 2020, Greenpeace a critiqué cette déclaration d'intention²¹. Malgré cela, l'UBS BB a conclu un accord avec Marfrig. En janvier 2022, le fonds de pension norvégien a placé Marfrig sous surveillance en raison du risque de dommaqes environnementaux graves²².

Les pratiques commerciales en Amazonie ont un impact considérable sur l'environnement ainsi que sur la population autochtone et traditionnelles. Soumise à la violence, aux menaces et aux tentatives d'intimidation, cette dernière perd son espace vital, ses sources de revenus et sa culture.

Il faut une loi pour des multinationales responsables

La joint venture d'UBS avec la banque Banco do Brasil le prouve une fois de plus clairement : des lignes directrices internes ne suffisent pas. Il faut donc impérativement une loi pour des multinationales responsables qui impose que les entreprises telles qu'UBS soient considérées comme responsables lorsqu'elles sont à l'origine, qu'elles participent ou qu'elles tirent profit de violations de droits humains et de dégradations de l'environnement.

- 18 Strategy Brasil Agro RI (brasil-agro.com)
- 19 https://www.sec.gov/Archives/edgar/data/0001499849/000121390020034148/f20f2020_brasilagro.htm
- 20 BrasilAgro Cerrado Deforestation Could Reduce Farmland Value, Put Soy Revenue at Risk | Chain Reaction Research | Sustainability Risk Analysis: https://chainreactionresearch.com/report/brasilagro-cerrado-deforestation-could-reduce-farmland-value-put-soy-revenue-at-risk/
- 21 U.S. and Argentine investors tied to illegal land deals and deforestation in Brazil Agência Pública (apublica.org). https://apublica.org/2021/05/u-s-and-argentine-investors-tied-to-illegal-land-deals-and-deforestation-in-brazil/
- 22 https://oeco.org.br/reportagens/tac-da-carne-no-para-mpf-diz-que-ninguem-esta-livre-do-desmatamento/
- 23 TAC Marfrig MT (2010). Disponible sur: 1597413430-tac_mt_-_marfrig.pdf (beefontrack.org): https://www.beefontrack.org/public/media/arqui-vos/1597413430-tac_mt_-_marfrig.pdf
- 24 https://www.globalwitness.org/pt/major-global-banks-complicit-widespread-destruction-amazon-rainforest-linked-brazilian-beef-companies-and-international-audits-flawed-pt/
- 25 https://www.greenpeace.org/brasil/blog/marfrig-anuncia-que-continuara-levando-desmatamento-a-seus-consumidores-por-mais-10-anos/
- 26 https://www.business-humannights.org/en/latest-news/brazil-marfrig-sends-note-to-rep%C3%B3rter-brasil-regarding-the-article-financing-for-deforestation-organizations-call-for-veto-on-millionaire-loan-to-marfrig/
- 27 Marfrig anuncia que continuará levando desmatamento a seus consumidores por mais 10 anos Greenpeace Brasil Greenpeace Brasil : https://www.greenpeace.org/brasil/blog/marfrig-anuncia-que-continuara-levando-desmatamento-a-seus-consumidores-por-mais-10-anos/
- 28 Brazil: Norwegian Government Fund places Marfrig under observation « due to risk that the company contributes to serious environmental damage » Business & Human Rights Resource Centre: https://www.business-humanrights.org/en/latest-news/brazil-norwegian-government-fund-places-marfrig-under-observation-due-to-risk-that-the-company-contributes-to-serious-environmental-damage/

Impressum

Ce texte a été rédigé d'après une enquête du Center for Climate Crime Analysis (CCCA) mandatée par la SPM, et s'est inspiré de deux articles de presse (en allemand ou en anglais) d'Olivier Christe et Fernanda Wenzel publiés dans Republik et Mongabay.

Les données rassemblées par le CCCA identifient, à l'appui d'images satellites, la déforestation sur les fermes de BrasilAgro et sur les terrains des entreprises de sous-traitance de Marfrig. Le CCCA a mené l'enquête avec l'aimable soutien de l'EPER. Vous la trouverez ici: hhttps://www.gfbv.ch/fr/deforestation-bresil-ubs/

Vous trouvez ici l'article en allemand : «Brandherd mit Dividende» (19.04.2021): https://www.republik.ch/2021/04/19/brandherd-mit-dividende

Pour consulter l'article en anglais « Debt deal with deforester BrasilAgro puts UBS's green commitment in question » (06.08.2021) : https://news.mongabay.com/2021/08/debt-deal-with-deforester-brasilagro-puts-ubss-green-commitment-in-question/.

Les citations d'autochtones sur la déforestation proviennent d'une recherche de la SPM datant de 2020 sur la situation des communautés dans la forêt amazonienne du bassin inférieur du Tapajós. Cette région n'est pas directement concernée par le rapport ici, mais le récit des indigènes montre la menace que représente généralement l'accaparement des terres.

Avec la SPM pour les droits humains

La Société pour les peuples menacés (SPM) est une organisation internationale engagée dans la défense des droits humains des minorités et des peuples autochtones. Elle documente les violations des droits humains, informe et sensibilise l'opinion publique et représente les intérêts des personnes concernées face aux autorités et aux décideurs politiques.

La SPM soutient par ailleurs les initiatives locales pour le renforcement des droits des minorités et des peuples autochtones et collabore au niveau national et international avec des organisations et des personnes qui poursuivent des buts similaires.

La SPM a un statut consultatif auprès du Conseil économique et social (ECOSOC) de l'ONU et du Conseil de l'Europe.

Agissez – Soutenez-nous!

Notre engagement n'est possible qu'avec votre soutien. Avec votre adhésion ou votre don, nous soutenons des minorités et des peuples autochtones dans le monde entier.

Rejoignez-nous sur: www.gfbv.ch/agir

Un grand merci!



